

Note de cadrage | Nucléaire

Note dans le cadre de la relance du nucléaire par le gouvernement en 2023 :

- Contexte
- Les Français.es et le nucléaires
- Rappel position EELV
- Positionnement

Contexte

La France est aujourd'hui en retard dans sa transition énergétique à cause du manque d'anticipation du gouvernement. Ces retards, qui sont la cause de notre dépendance aux énergies fossiles, nous mènent à une situation de crise qui nous oblige à prendre des mesures d'urgence pour passer l'hiver. Dès lors, chaque mesure prise doit contribuer à réduire la précarité et à un modèle social plus juste. Ainsi, nous devons répondre à un double objectif : réduire la production d'énergie (gaz et électricité) d'au moins 15% et développer 100% d'énergies renouvelables en 2040. Ces choix, pris dans l'urgence, doivent être des choix de long-terme. Nous devons engager dans l'urgence la bifurcation énergétique et développer des alternatives aux énergies fossiles afin de produire une énergie qui protège le climat et la biodiversité et qui permette de baisser les coûts des factures d'électricité.

En réponse à la crise énergétique, le président de la République annonce, le 10 février 2022, la construction de six réacteurs nucléaires de type EPR. Or l'énergie nucléaire, présentée comme « énergie bas carbone », « énergie verte » ou une « énergie propre », est une énergie trop lente à mettre en place, trop coûteuse, vulnérable au changement climatique et qui ne répond pas aux impératifs d'indépendance énergétique.

Le succès de la BD de C Blain et JM Jancovici, "Le monde d'après" bien que [largement critiquée pour son parti pris](#), a participé à une large couverture médiatique pro-relance. Le 24 janvier 2023, le Sénat a adopté, en première lecture, le projet de loi relatif à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires, par 239 voix contre 16. De plus, un amendement de cette première mouture prévoit la suppression du plafonnement à 50% de la part du nucléaire dans le mix électrique d'ici 2035.

Enfin, la décision unilatérale de disloquer l'IRSN¹, fera basculer ses activités de vigie vers le gendarme du nucléaire, l'ASN², celles de recherche et innovation vers le CEA³, et au Délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND) pour ses missions relatives au nucléaire militaire. Ce qui suscite les plus vives inquiétudes au sein de l'IRSN même.

¹ Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire

² Autorité de Sûreté Nucléaire

³ Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives

Ce sujet, nous oblige à nous positionner dans une posture pédagogique et ouverte pour peser dans l'opinion mais aussi pour organiser une réponse construite et commune, que nous porterons dans toutes les instances où nous sommes présentes, face au projets de loi que présentera le gouvernement cet automne portant sur l'énergie et le nucléaire comme réponse décarbonée aux énergies fossiles.

Les français-es et le nucléaire

Selon une étude de l'IFOP pour le JDD (septembre 2022), l'opinion est nettement favorable au nucléaire (75% pour, 25% contre), et 65% pour la construction de nouveaux réacteurs (51% en octobre 2021).

Personnellement, êtes-vous favorable ou pas favorable à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires en France dans les prochaines années ?

	Ensemble des Français 8-9 sept. 2022 (%)	Réponse selon la proximité politique de la personne interviewée					
		La France insoumise (%)	Parti socialiste (%)	Europe Écologie Les Verts (%)	La République en marche (%)	Les Républicains (%)	Rassemblement National (%)
TOTAL Favorable.....	65	45	69	41	85	85	73
. Tout à fait favorable ..	25	6	20	5	36	47	33
. Plutôt favorable.....	40	39	49	36	49	38	40
TOTAL Pas favorable...	35	55	31	59	15	15	27
. Plutôt pas favorable ..	23	33	20	36	12	15	19
. Pas du tout favorable	12	22	11	23	3	-	8
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

Rappel des positions EELV

La lutte contre le nucléaire est un combat historique et identitaire des écologistes, en France et partout dans le monde. Pour mémoire, la charte des verts mondiaux (en préambule des statuts d'EELV) rappelle que *les Verts s'opposent à toute expansion de l'énergie nucléaire et s'efforceront de l'éliminer rapidement.*

Vivant

- **Sortir du nucléaire et investir dans les énergies renouvelables** Le nucléaire n'a pas d'avenir : son développement, trop cher et trop lent, relève du fiasco industriel, et il nous expose à des dangers considérables. Sortir du nucléaire est compatible avec l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, comme le confirme un nombre croissant de scénarios scientifiques et comme le concrétisent actuellement de nombreux pays. Nous investirons notre savoir-faire industriel, technologique et nos emplois pour un mix énergétique 100% énergies renouvelables à horizon 2050, et si possible dès 2040, en concertation avec les citoyen.nes et les collectivités. Il nous faut également gérer le fardeau du nucléaire de façon responsable : démantèlement progressif des réacteurs



ayant 40 ans de fonctionnement ; augmentation des moyens de contrôle de l'autorité de sûreté nucléaire ; plan de gestion transparent et sans enfouissement irréversible des déchets nucléaires.

Présidentielle 2022

- Nous ne construirons pas de nouvelles centrales, et nous fermerons progressivement les réacteurs actuellement en fonctionnement, au fur et à mesure de leur obsolescence et de notre capacité à les remplacer par des économies d'énergie et de l'électricité renouvelable.

Nous organiserons dès 2022 la transition vers un monde sans carbone et sans nucléaire. Nous n'ouvrirons pas l'EPR de Flamanville au regard de l'impossibilité d'avoir des perspectives sur l'achèvement des travaux dans des délais, coûts et conditions de sécurité raisonnables. Nous fermerons progressivement les réacteurs actuellement en fonctionnement. Au moins 10 réacteurs nucléaires seront arrêtés d'ici 2035.

Nous préserverons les savoir-faire et les compétences de la filière et accompagnerons les salariés concernés par des contrats collectifs de sécurisation des parcours professionnels, ouvrant un droit à la reconversion. Nous mettrons fin à la sous-traitance, pour garantir que les centrales actuellement en fonctionnement soient sûres.

Nous développerons une filière d'excellence dans les métiers du démantèlement. Nous proposerons de nouvelles solutions techniques pour le traitement des déchets en stoppant le projet CIGEO de Bure. Nous mettrons en place un accompagnement pour les salariés concernés par la fermeture de ces centrales vers des reconversions.

- Former l'ensemble des citoyens dans le cadre d'exercices annuels obligatoires de sécurité civile, en matière sanitaire, nucléaire, d'inondation ou de feux de forêt.

Législatives 2022 (NUPES)

- Planifier le passage à 100 % d'énergies renouvelables et la sortie du nucléaire avec un double mot d'ordre : sobriété et efficacité. Abandonner les projets d'EPR, planifier le démantèlement, la réhabilitation et la reconversion des sites nucléaires et de l'ensemble de leur bassin de vie
- Mettre en place une convention collective unique pour les travailleurs du nucléaire et arrêter l'utilisation massive de la sous-traitance, tout en garantissant leur reconversion
- Renforcer la lutte pour le climat : objectif de réduire de 65 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, relever les objectifs européens de production d'énergies renouvelables, sortir de la taxonomie le gaz et le nucléaire, faire adopter un nouveau traité environnemental qui comprend le crime d'écocide.

Position EELV

Engager la sortie du nucléaire :

- un mix énergétique 100% énergies renouvelables en 2050
- Pas de nouvelles construction de réacteurs
- démantèlement progressif des réacteurs ayant 40 ans de fonctionnement
- sortir de la taxonomie le gaz et le nucléaire

Informer et protéger les populations

- Maintien de l'expertise indépendante de l'IRSN, non à sa disparition
- augmentation des moyens de contrôle de l'Autorité de Sûreté Nucléaire
- un plan de gestion transparent et sans enfouissement irréversible des déchets nucléaire
- Accompagnement des travailleurs du nucléaire, fin de la sous-traitance

Des choix démocratiques sur le mix énergétique :

- Une convention citoyenne sur le nucléaire
- un nouveau traité environnemental européen

Financer la sobriété & les énergies renouvelables plutôt que le nucléaire :

- Réorienter les coûts de construction de nouveaux réacteurs (estimé à 51,7 milliards € selon EDF) vers les ENR et la sobriété
- 10 milliards € par an dans la rénovation thermique (cf.plan sobriété EELV)